

CHRONOPOST

Société par actions simplifiée au capital de 32.632.000 euros
Siège social : 3 boulevard Romain Rolland – 75014 PARIS
RCS PARIS 383 960 135

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2021
BILAN et COMPTE DE RESULTAT



Certifié conforme à l'original,
Le Président,

BILAN ACTIF

Rubriques	En K€	Montant Brut	Amortissements	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires		104 670	82 723	21 946	14 602
Fonds commercial		261		261	261
Autres		34 311		34 311	34 311
Immobilisations incorporelles en cours		9 309		9 309	13 814
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		10 819		10 819	10 132
Constructions		39 726	30 328	9 398	11 444
Installations techniques, matériel, outillage		206 816	113 210	93 606	72 445
Autres		178 323	112 432	65 891	51 291
Immobilisations corporelles en cours		35 883		35 883	23 090
Avances et acomptes		2 577		2 577	110
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations		71 583		71 583	71 344
Créances rattachées à des participations		500		500	24
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts		535		535	755
Autres immobilisations financières		9 999		9 999	8 108
ACTIF IMMOBILISE		705 311	338 694	366 618	311 733
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes		937		937	541
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés		284 386	17 050	267 336	266 260
Autres		69 846	2 718	67 128	200 028
Capital souscrit et appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
Actions propres					
Autres titres					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		1 349		1 349	1 086
Charges constatées d'avance		13 495		13 495	7 801
ACTIF CIRCULANT		370 013	19 768	350 245	475 716
Primes d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif		75		120	120
TOTAL GENERAL		1 075 399	358 462	716 937	787 569

BILAN PASSIF

Rubriques	En K€	31/12/2021	31/12/2020
Capital		32 632	32 632
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserve légale		3 263	3 263
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		24 784	24 784
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		79 527	66 401
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		37 514	35 531
CAPITAUX PROPRES		177 720	162 611
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		11 639	104 307
Provisions pour charges		430	683
PROVISIONS		12 069	104 989
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		53	152
Emprunts et dettes financières divers		102 973	104 996
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		220 991	222 261
Dettes fiscales et sociales		125 367	128 712
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8 116	7 650
Autres dettes		53 234	40 448
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		16 415	15 749
DETTES		527 148	519 969
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL		716 937	787 569

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	En K€	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services		1 385 399	312 925	1 698 324	1 500 917
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		1 385 399	312 925	1 698 324	1 500 917
Production stockée					
Production immobilisée				5 353	5 305
Produits nets partiels sur opérations à long terme					
Subventions d'exploitation				323	95
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges				13 025	8 341
Autres produits				2 505	1 522
PRODUITS D'EXPLOITATION				1 719 530	1 516 180
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				4 764	5 020
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				1 256 466	1 093 292
Impôts, taxes et versements assimilés				13 298	21 856
Salaires et traitements				174 507	158 089
Charges sociales				80 471	71 141
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				37 493	30 934
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				2 320	4 725
Dotations aux provisions				7 808	8 483
Autres charges				12 704	8 710
CHARGES D'EXPLOITATION				1 589 831	1 402 249
RESULTAT D'EXPLOITATION				129 699	113 931
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations				1867	935
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				30	3
Autres intérêts et produits assimilés				36	20
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				120	54
Différences positives de change				5	39
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
PRODUITS FINANCIERS				2 057	1 051
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				75	120
Intérêts et charges assimilées				3 440	3 482
Différences négatives de change				158	20
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				3 672	3 621
RESULTAT FINANCIER				-1 615	-2 570
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				128 083	111 360

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques	En K€	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		168	515
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		95 971	1 458
PRODUITS EXCEPTIONNELS		96 140	1 973
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		92 359	68
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		211	391
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		5 678	5 407
CHARGES EXCEPTIONNELLES		98 248	5 867
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-2 107	-3 893
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		14 675	11 058
Impôts sur les bénéfices		31 774	30 009
TOTAL DES PRODUITS		1 817 727	1 519 204
TOTAL DES CHARGES		1 738 200	1 452 804
BENEFICE OU PERTE		79 527	66 401



CHRONOPOST SAS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ETABLIS AU 31/12/2021

SOMMAIRE

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	3
II – REGLES ET METHODES COMPTABLES	3
2.1 Immobilisations incorporelles :	3
2.2 Immobilisations corporelles :	3
2.3 Les autres immobilisations corporelles :	5
2.4 Titres de Participation :	5
2.5 Clients et comptes rattachés :	5
2.6 Dettes et créances en devises :	5
2.7 Valeurs mobilières de placements :	6
2.8 Provisions pour risques et charges :	6
2.9 Produits d'exploitation :	6
2.10 Produits financiers :	6
2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :	6
III–INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	7
3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :	7
3.2 Immobilisations financières :	10
3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :	12
3.4 Capitaux propres :	12
3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :	13
3.6 Centralisation de trésorerie :	13
3.7 Comptes de régularisation :	13
3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :	14
3.9 Etat des provisions :	14
3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :	15
3.11 Autres produits et charges :	15
3.12 Résultat financier :	16
3.13 Résultat exceptionnel :	16
IV - AUTRES INFORMATIONS.....	16
4.1 Engagements hors bilan :	16
4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :	17
4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :	17
4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :	17
4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :	17
4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :	18
4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :	18
4.8 Consolidation Groupe :	18
4.9 Intégration fiscale :	18
4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :	18
4.11 Evénements post-clôture :	18

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'épidémie de Covid-19 s'est poursuivie en 2021 et a continué à impacter favorablement l'activité de Chronopost. Comme en 2020, la société s'est pleinement mobilisée pour maintenir son activité, et a poursuivi ses livraisons 6 jours sur 7 sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans les DOM.

Le chiffre d'affaires de Chronopost a ainsi progressé de + 13% entre 2020 et 2021, pour atteindre 1 698 M€ au 31 décembre 2021, contre 1 501 M€ au 31 décembre 2020.

Chronopost a bénéficié de l'essor du e-commerce et des modifications des modes de consommation des français liés à la crise sanitaire, avec une croissance soutenue des flux B2C (domicile et hors domicile) au cours de l'exercice, particulièrement au premier semestre. Le Brexit a eu par ailleurs un impact négatif sur les importations en provenance du Royaume Uni.

En juin 2021, Chronopost a acquis 24% supplémentaires des titres de Chronopost Mauritius Ltd détenus par DPD Laser et détient désormais 75% de sa filiale.

En septembre 2021, Chronopost a été notifié du rejet de son pourvoi en Cassation de la décision de la Cour d'Appel de Paris de juillet 2018 relatif à la décision n°15-D-19 rendue le 15 décembre 2015 par l'Autorité de la Concurrence. La provision de 92.3 M€ a par conséquent été reprise ainsi que la créance fiscale afférente.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologues par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

2.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les frais d'acquisition de ces immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce acquis ne font pas l'objet d'amortissement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation le cas échéant.

2.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 et conformément au règlement CRC n° 2002-10, une gestion par composant des immobilisations a été mise en place. Les postes concernés sont les « Constructions » et les « Systèmes de mécanisation ». Chaque composant fait l'objet d'une durée d'amortissement distincte correspondant à sa durée d'utilité. La méthode retenue correspond à la méthode rétrospective des coûts amortis.

L'approche par composant peut se résumer ainsi :

1) Les constructions :

La gestion par composant relative aux postes Constructions est la suivante :

Composants	Durée d'utilité
Gros œuvre	20 ans
Toiture	20 ans
Menuiserie et Travaux extérieurs	20 ans
Gros équipements	15 ans
Petits équipements et agencements	5 ans

Le calcul de l'amortissement des composants « Gros Œuvre » et « Toiture » est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2) Les systèmes de mécanisation / automatisation :

La gestion par composant des systèmes de mécanisation s'établit comme suit :

Composants	Durée d'utilité
Mécanique	15 à 20 ans
Electrotechnique	8 à 10 ans
Logiciel	8 ans
Poste Alimentation/Instrument de mesure	8 ans

Le calcul de l'amortissement du composant Mécanique est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

Il est à noter qu'au 01.01.2019, une révision du plan d'amortissement des actifs de mécanisation et d'automatisation a été effectuée par l'entreprise.

Cette révision est basée sur le retour d'expérience lié à l'exploitation de ces actifs sur les sites majeurs de l'entreprise.

Compte tenu du niveau technologique et de la matérialité financière de ces actifs, il a été décidé légitimement et pertinent d'étendre les conclusions établies par les experts techniques sur l'ensemble des systèmes de mécanisation et d'automatisation de l'entreprise et par conséquent, d'ajuster les durées d'utilisation des composants sous-jacents.

Cet ajustement a pour conséquence d'allonger les durées de vie moyenne :

- Mécanisations : allongement de 7 ans à 13 ans,
- Automatisation : allongement de 12 ans à 16 ans.

Cette révision de plan d'amortissement constitue un changement d'estimation comptable. Conformément à l'article 122-5 du PCG, la comptabilisation des impacts de ce changement s'effectue de manière prospective en impactant le résultat de l'exercice en cours et celui des exercices futurs.

2.3 Les autres immobilisations corporelles :

Le tableau suivant récapitule les durées d'utilité appliquées à chaque nature d'immobilisation :

Postes	Durée d'utilité	Mode Amortissement
Logiciels	1 à 5 ans	Linéaire
Matériels et Outillages	3 à 15 ans	Linéaire/Dégressif
Agencements et installations	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Véhicule d'exploitation	8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Autres véhicules	3 ans	Linéaire
Matériel de bureau	5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 4 ans	Linéaire /Dégressif
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La société comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire.

2.4 Titres de Participation :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité tient compte principalement de la situation nette corrigée de la société, et le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité bénéficiaire immédiate ou à court terme.

2.5 Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

- Les provisions pour dépréciation des créances clients et des avoirs à émettre sont calculés : soit au cas par cas, en fonction de l'appréciation du risque de non recouvrement.
- Soit en fonction du risque de non-recouvrement compte tenu du rating clients et de l'âge de ces créances.

2.6 Dettes et créances en devises :

Les dettes et les créances libellées en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits au bilan dans le poste intitulé « différence de conversion-actif » ou « différence de conversion-passif ».

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque, sauf si elles sont compensées par une couverture de change, ou par des profits dans le cadre d'une position globale de change.

2.7 Valeurs mobilières de placements :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.8 Provisions pour risques et charges :

Une provision est comptabilisée dès qu'une obligation existe à l'encontre de la société, et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

2.9 Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires est enregistré lors de la réalisation de la prestation. Les produits prépayés vendus et restant à utiliser sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

2.10 Produits financiers :

Les dividendes des filiales et participations sont comptabilisés en produits financiers à la date de la décision de la distribution par les assemblées générales des sociétés concernées.

Les produits financiers comprennent également les intérêts sur comptes courants.

2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :

Ces engagements comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière qui sont mentionnés en engagements hors bilan. Ces engagements sont évalués selon la méthode dite « rétrospective des unités de crédit projetées », qui est une méthode d'évaluation statistique basée sur un jeu d'hypothèses actuarielles visant à appréhender la valeur de l'engagement comme la valeur actuelle (actualisée) des montants futurs que la société s'attend statistiquement à verser.

Ces engagements sont calculés charges sociales comprises et représentent la valeur actuelle probable des droits acquis évalués, en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et des probabilités de survie.

Changement de méthode comptable au 1er janvier 2021 :

Suite à la décision IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021 sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée et conformément à la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises mise à jour en novembre 2021 qui introduit un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies, La Poste a opté pour la méthode telle que posée par la décision IFRS IC.

Ainsi, l'étalement de la charge est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

L'ajustement de l'engagement hors bilan pour indemnités de départ en retraite en découlant constitue un changement de méthode comptable qui entraîne un impact (gain) d'un montant de 2 874 820 €.

III-INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Toutes les données chiffrées ci-après sont exprimées en K€ sauf mention particulière.

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les principaux mouvements en valeur brute s'analysent comme suit :

Poste (K€)	Valeur brute au 31-12-2020	Acquisitions 2021-12 (1)	Virement poste à poste (1)	Cessions 2021-12 (2)	Valeur brute au 31-12-2021
Concessions et droits similaires - logiciels	85 572	(a) 6 273	(a) 9 509	37	101 316
Licences	2 804	476	73		3 354
Droit au bail	261				261
Fonds de commerce	34 311				34 311
Immobilisations en cours incorporelles	13 814	4 641	-9 145		(g) 9 309
Immobilisations incorporelles	136 762	11 390	437	37	148 551
Terrains	10 132	(b) 686			10 819
Constructions	46 144			6 419	39 726
Matériels et outillages	43 204	(c) 5 676	(c) 522		49 402
Mécanisations	131 406	(d) 18 065	(d) 7 942		157 414
Installations et agencements	90 016	(e) 19 481	(e) 3 712	341	112 868
Matériels de transport	13 804	3 097	57		16 957
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	46 380	(f) 2 838	(f) 930	1 652	48 496
Immobilisations en cours corporelles	23 090	27 931	-15 136		(g) 35 884
Avance- acompte versé sur immo corp.	110	930	1 537		(h) 2 577
Immobilisations corporelles	404 288	78 703	-437	8 412	474 143
TOTAL	541 050	90 094	0	8 449	622 694

1) Les acquisitions :

(a) Des développements informatiques ont été mis en service au 31 décembre 2021 pour une valeur totale de 16 331 K€. Ces développements concernent essentiellement les projets informatiques relatifs au transport, aux solutions clients, aux projets stratégiques et méthodes, aux projets business Intelligence.

(b) Acquisition d'un terrain en Guyane pour un montant de 686 K€.

(c) Les matériels de production s'élèvent à 6 198 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ L'équipement des sites en petits matériels de production tels que des convoyeurs, télescopiques, pèses essieux etc... pour un total de 1 145 K€.

- ✎ L'équipement des sites pour l'activité de distribution de produits sous température dirigée pour un total de 2 113 K€ (surgélateurs, roll et caisses isothermes), installés sur agences et Hub,

- ✎ L'équipement de balances et matériels de production (2 940 K€).

(d) Les machines de tri (mécanisations) s'élèvent à 26 007 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ Les Hubs (15 446 K€)

- ✎ Les agences (6 420 K€)

(e) Les installations et aménagements s'élèvent à 23 193 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ Les travaux de cloisons, toiture, autres aménagements pour 12 595 K€,

- ✎ Des travaux électriques pour 7 341 K€,

- ✎ Des travaux de chambres froides pour 2 034 K€,

- ✎ La sécurisation de nos sites pour 1 224 K€.

(f) Ce poste d'élève à 3 768 K€ et concerne essentiellement :

- ✎ Matériels informatiques pour un total de 2 304 K€,

- ✎ Matériels informatiques pour les livraisons (PSM) pour 1 316 K€.

(g) Le poste « Immobilisations en cours » représente un total de 47 769 K€ et se compose :

- D'immobilisations incorporelles pour une valeur de 9 309 K€ comprenant de nombreux projets informatiques en cours et tous les projets liés à l'amélioration de notre activité dans le suivi des colis.

- D'immobilisations corporelles s'élevant à 45 193 K€ composées essentiellement :

- ✎ Mécanisation des agences pour 7 586 K€,

- ✎ Mécanisation des Hub pour 5 978 K€,

- ✎ Matériel informatique pour 4 646 K€,

- ✎ Equipements industriels pour l'activité « santé » pour 1 958 K€,

- ✎ Installations électriques pour l'activité « santé » pour 1 655 K€,

- ✎ Caisses mobiles pour 968 K€,

- ✎ Et divers travaux électriques, d'aménagements, et des équipements industriels pour 22 402 K€.

(h) Le compte 238800 correspond à des acomptes versés sur immobilisation.

Le tableau des amortissements se présente comme suit :

POSTE (K€)	Solde au 31/12/2020	Dotations 2021	Reprises 2021	Solde au 31/12/2021
Concessions et droits similaires - Logiciels	70 971	8 449	37	79 383
Licences	2 802	538		3 341
Immobilisations incorporelles	73 773	8 987	37	82 723
Constructions	34 700	2 047	6 419	30 328
Matériels et outillages	31 490	4 369		35 860
Mécanisations	70 676	6 675		77 351
Agencements, Installations	55 230	8 801	240	63 791
Matériels de transport	5 962	1 686		7 648
Mobilier, mat. de bureau et info.	37 717	4 928	1 652	40 993
Immobilisations corporelles	235 776	28 505	8 311	255 971
TOTAL	309 549	37 493	8 348	338 694

Le tableau des immobilisations en valeur nette se présente ainsi :

Valeur Nette (K€)	31/12/2020	31/12/2021
Concessions et droits similaires Logiciels	14 601	21 934
Licences	2	13
Droit au bail	261	261
Fonds de commerce	34 311	34 311
Immobilisations en cours	13 814	9 309
Immobilisations incorporelles	62 988	65 828
Terrains	10 132	10 819
Constructions	11 444	9 398
Matériels et outillages	11 715	13 543
Mécanisations	60 730	80 062
Installations et agencements	34 786	49 078
Matériels de transport	7 841	9 309
Mobilier, mat. de bureau et informatique	8 663	7 504
Immobilisations en cours	23 200	38 460
Immobilisations corporelles	168 513	218 173
TOTAL	231 501	284 001

3.2 Immobilisations financières :

POSTE (K€)	Valeur brute au 31/12/2020	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2021
Titres de participation	71 344	339	100	71 583
Créances rattachées à des participations	24	500	24	500
Prêts	755	60	280	535
Autres immobilisations financières	8 108	2 143	253	9 999
TOTAL	80 233	3 042	657	82 616

POSTE (K€)	Solde 31/12/2020	Dotation	Reprise	Solde 31/12/2021
Provision sur titres de participations	0			0
Provision sur créances rattachées	0			0
Provision sur autres immo. financières	0			0
TOTAL	0	0	0	0

La variation des titres de participation et des créances rattachées s'explique notamment comme suit :

- Chronopost a acquis 24% supplémentaires des titres de Chronopost Mauritius Ltd détenus par DPD Laser et détient désormais 75% de sa filiale,
- Chronopost a fait une avance en compte courant à Pour de Bon (500 K€),
- Chronopost a cédé 100 024 actions de la société Pour de Bon.

La liste des filiales et participations se présente ainsi :

Tableau des filiales et participations (1ère partie) (K€)	Quote part du capital détenu	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Résultat du dernier exercice clos	CA HT du dernier exercice
SCI Intelimmo	100%	16	3 040	768	1 218
Delifresh	100%	100	3 114	-2 449	8 166
Chronofresh	100%	4 701	-642	6 181	90 484
360° Services	100%	100	10	556	7 238
Chronopost Nouvelle Calédonie (**)	60%	8	1	249	2 847
Alturing	50%	37	4	177	23 161
Chronopost Mauritius Ltd (**)	75%	62	74	184	1 186
Pour De Bon	45%	5 348	-4 508	-940	3 359
DPD Fresh Belux	25%	4 000	-517	-1 755	650

* Données financières provisoires

** Comptes tenus en devise locale. Convertis selon le cours de clôture :

Roupie Mauricienne pour Chronopost Mauritius;

Franc Pacifique pour Chronopost Nouvelle Calédonie.

Tableau des filiales et participations (2ème partie) (K€)	Valeur comptable des titres au 31/12/2021		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
	Brute	Nette		
Filiales				
SCI Intelimmo	15	15		744
Delifresh	10 577	10 577		
Chronofresh	50 491	50 491		
360° Services	6 031	6 031		997
Chronopost Nouvelle Calédonie	352	352		34
Alturing	250	250		92
Chronopost Mauritius Ltd	404	404	535	
Pour De Bon	2 401	2 401	500	
DPD Fresh Belux	1 000	1 000		
TOTAL	71 521	71 521	1 035	1 866

3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :

Échéances des créances à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans
Autres immobilisations financières	9 999		9 999
Créances rattachées à des participations	500	500	
Prêts	535	151	384
Créances d'exploitation	348 796	348 796	
TOTAL	359 830	349 447	10 383

3.4 Capitaux propres :

Eléments (K€)	31/12/2020	Résultat 2021	Affectation du résultat 2020	31/12/2021
Capital	32 632			32 632
Réserves légales	3 263			3 263
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	24 784			24 784
Prime d'émission	0			0
Résultat net	66 401	79 527	-66 401	79 527
Provisions réglementées	35 531	1 983		37 514
Distribution Dividendes			66 401	
TOTAL	162 612	81 510	0	177 720

Nombre d'actions	32 632			32 632
------------------	--------	--	--	--------

Valeur nominale	1			1
-----------------	---	--	--	---

Conformément à la décision de l'Associé unique du 30 juin 2021, la société a distribué 66 401 K€ de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice.

3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Échéances des dettes à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	53	53	-	-
Emprunts et dettes financières	102 973	5 376	90 916	6 681
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	220 991	220 991	-	-
Dettes fiscales et sociales	125 367	125 367	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 116	8 116	-	-
Autres dettes	53 234	53 234	-	-
Produits constatés d'avance	16 415	16 415	-	-
TOTAL	527 148	429 551	90 916	6 681

Les dettes à plus d'un an sont constituées des emprunts souscrits auprès de GeoPost pour un montant de 95 001 K€ et de dépôts de garantie reçus pour 2 596 K€.

3.6 Centralisation de trésorerie :

La centralisation de trésorerie mise en place par GeoPost depuis mars 2003 avec la HSBC et la Société Générale est toujours en vigueur au 31 décembre 2021.

Le solde des opérations journalières est mis à zéro quotidiennement et est transféré sur un compte bancaire de GeoPost.

Les soldes comptables débiteurs ou créditeurs représentent donc à la date de clôture comptable les écritures en rapprochement bancaire, reprenant les opérations engagées et comptabilisées par la société, non encore débitées ou créditées par l'organisme financier.

3.7 Comptes de régularisation :

La société a comptabilisé des charges constatées d'avance pour un montant de 13 495 K€ et des produits constatés d'avance liés à l'exploitation pour 16 415 K€.

Le poste « Charges constatées d'avance » concerne principalement les loyers et charges immobiliers facturés d'avance par les fournisseurs.

Le poste « Produits constatés d'avance » est composé principalement du montant des PAE (Prêt à Expédier) dont la prestation de transport associée n'a pas encore été réalisée.

3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :

Charges à payer et Produits à recevoir (K€)	31/12/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés	27 434	28 610
Autres créances	147	412
Intérêts courus sur établissements financiers	13	3
Total des Produits à recevoir	27 594	29 025
Intérêts courus sur emprunts	2 744	2 766
Dettes sur fournisseurs et comptes rattachés	179 565	182 773
Dettes sur immobilisations	4 320	2 848
Dettes fiscales et sociales	71 746	68 084
Autres dettes	45 732	32 644
Intérêts courus sur découverts	37	33
Total des Charges à payer	304 144	289 148

3.9 Etat des provisions :

(En K€)	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021	Reprises pour utilisation	Reprises pour Non utilisation
Risques liés au personnel	3 175	1 059	1 547	2 687	980	567
Risques d'exploitation	6 573	5 796	5 596	6 773	(a) 4 157	1 439
Risques pour litiges	94 438	823	93 157	2 104	(b) 92 292	866
Risques filiales	0			0	(c)	
Risques change	120	75	120	75	57	63
Provision pour charge	683	130	383	430	(d) 47	336
Provisions risques et charges	104 989	7 883	100 804	12 070	97 533	3 270
Participation + créances rattachées	0			0	(e)	
Clients	18 225	671	1 846	17 050	(f)	
Autres débiteurs	1 384	1 648	314	2 718		
Provisions pour dépréciation	19 609	2 320	2 159	19 768		
Total général	124 598	10 202	102 964	31 839		
Dont dotations d'exploitation		10 127	102 844			
Dont dotation financières		75	120			
Dont dotations exceptionnelles						

(a) La provision pour risque d'exploitation concerne essentiellement les provisions pour sinistres de l'activité de transport de colis suite aux réclamations des clients dans le délai imparti d'un an. Cette provision est calculée à partir des données récupérées dans la base « Colis », à savoir le nombre d'objets volés saisis dans la base « Transport », valorisées

en fonction des montants remboursés par type de colis transportés. Le montant de cette provision est affiné depuis 2006 pour tenir compte du taux de réclamation des clients.

(b) Cette provision permet de couvrir les risques liés aux contentieux judiciaires.

(c) Cette provision permet de couvrir le risque encouru sur les filiales à hauteur de la situation nette négative et/ou de tenir compte d'un risque financier.

(d) Cette provision permet de couvrir les charges découlant de nos obligations contractuelles (obligation de remise en état, clause de dédit, etc...).

(e) Les dotations et reprises effectuées au titre des participations et créances rattachées sont constatées pour couvrir les risques encourus sur les filiales.

(f) Les dotations et reprises constatées sur les créances clients proviennent essentiellement du passage des créances ordinaires et des créances douteuses en pertes sur créances irrécouvrables et des efforts de recouvrements sur l'exercice.

Provisions réglementées :

L'entreprise comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre les annuités dégressives et les annuités linéaires des biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1994.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ce poste concerne également l'amortissement dérogatoire constitué suite au maintien de la durée d'usage sur les composants « Gros Œuvre », « Toiture » et « Mécanique ».

Montant au 31/12/2020	Dotations 2021	Reprises 2021	Montant au 31/12/2021
35 531	5 678	3 695	37 514

3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :

(En K€)	2021	2020
Chiffre d'affaires France	1 385 399	1 216 136
Chiffre d'affaires Export	312 925	284 781
Total	1 698 324	1 500 917

3.11 Autres produits et charges :

Le montant des « Autres charges » de 12 704 K€ se compose essentiellement de redevances de licences versées, d'indemnités clients SAV et de passage en pertes des créances irrécouvrables, créances par ailleurs provisionnées.

Les « Autres produits », d'un montant de 2 505 K€, correspondent principalement aux indemnités pour retard de paiement facturés à nos clients.

3.12 Résultat financier :

La perte financière 2021 s'élève à (1,6 M€) contre une perte de (2,6 M€) en 2020. Ce résultat s'explique principalement par les intérêts générés relatifs aux emprunts contractés auprès de la holding GeoPost.

3.13 Résultat exceptionnel :

La variation à la hausse du résultat exceptionnel (passant d'un montant de (3,9 M€) en 2020 à un montant de (2,1 M€) en 2021) s'explique notamment par la hausse des reprises aux amortissements dérogatoires.

IV - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors bilan :

a) Engagements donnés :

▪ Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière s'élèvent à 11 190 K€ au 31 décembre 2021 (contre 14 473 K€ au 31 décembre 2020). Ces engagements ont été calculés sur la base des hypothèses suivantes :

- Date des données = décembre 2021
- Taux d'inflation = 1,90 %
- Taux d'actualisation = 1 %
- Date de l'actualisation = décembre 2021
- Progression future des salaires = 1,90 %
- Age de départ à la retraite = 63 ans pour tous
- Conditions de départ = départ volontaire
- Charges sociales moyennes = 44,21%
- Méthode actuarielle = Méthode des unités de crédit avec salaire projeté et services proratés (PUC)

▪ Garantie donnée:

Chronopost s'est porté caution pour l'activité Douanes de Chronopost Nouvelle Calédonie pour un montant de 259 K€ auprès de la BNP.

▪ Autres engagements de locations longues durées :

La société a conclu des contrats de location longue durée et le montant des loyers comptabilisés est le suivant :

- Location véhicule : 10 942 K€,
- Baux immobiliers : 37 481 K€,
- Micro-informatique et licence : 1 854 K€,
- Location matériel technique : 5 896 K€.

L'échéancier des loyers restant à payer se présente de la manière suivante :

(En K€)	Montant des loyers restant à payer	- 1 an	+1 an et - 5 ans	+ 5 ans
Location véhicule	18 651	8 622	10 029	0
Location immobilière	267 652	32 674	140 810	94 168
Location matériel informatique et licence	3 337	1 310	2 027	0
Location matériels techniques	5 824	3 975	1 849	0
TOTAL	295 464	46 581	154 715	94 168

b) Engagements reçus

- Avals et cautions reçus d'établissements bancaires pour 7 196 K€,
- Engagement relatif aux contrats de sous-location de baux immobiliers pour 13 523K€,
- Caution de retenue de garantie sur travaux pour 217 K€.

4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :

	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	1 051	944
Agents de Maîtrise	660	592
Employés/Ouvriers	2 561	2 341
TOTAL	4 272	3 877

Equivalent en temps complet

4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :

Les transactions réalisées entre les sociétés du périmètre de consolidation sont effectuées à des conditions de marché.

4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :

L'impôt sur les sociétés s'élève à 31 911 K€ au titre de l'exercice 2021 (hors crédits d'impôts et régularisations) et se ventile de la façon suivante :

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	IS correspondant
Résultat d'exploitation	37 186
Résultat financier	-463
Résultat exceptionnel	-604
Participation	-4 207
Bénéfice	31 911

4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :

La société a comptabilisé une provision pour participation de 14 675 K€ au titre de l'exercice 2021.

4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

L'allègement de la dette future d'impôt s'établit à 4 295 K€ taxables au taux de droit commun.

Le montant de l'accroissement futur d'impôt correspond aux amortissements dérogatoires, soit 9 378 K€, et est taxable au taux normal.

4.8 Consolidation Groupe :

Les comptes de la société Chronopost sont consolidés par intégration globale par la société GeoPost SA.

4.9 Intégration fiscale :

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 de Chronopost est intégré dans le résultat d'ensemble du Groupe La Poste, conformément à la convention d'intégration fiscale. Le bénéfice fiscal de l'exercice s'élève à 112,4 M€ et s'ajoute au résultat fiscal du groupe.

4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :

Le montant des honoraires comptabilisés au titre des prestations réalisées par le commissaire aux comptes s'élève à 156 K€.

4.11 Evénements post-clôture :

Il est à noter qu'aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de Chronopost ne s'est produit postérieurement à la clôture.

CHRONOPOST

Société par actions simplifiée au capital de 32.632.000 euros

Siège social : 3 boulevard Romain Rolland – 75014 PARIS

RCS PARIS 383 960 135

EXTRAIT

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 20 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-et-deux, le vingt juin, GEOPOST, Société Anonyme au capital de 701.573.487 euros, ayant son siège social au 26, Rue Guynemer– 92130 Issy les Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 340 012 392, représentée par Monsieur Yves DELMAS, en qualité de Directeur Général, Associé unique de la Société CHRONOPOST SAS.

[...]

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuve ces comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font ressortir un bénéfice de 79 526 741,30 euros.

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 79 526 741,30, de la manière suivante :

- Distribution sous forme de dividende pour un montant de 44 000 000 euros. Le dividende versé par action s'élève à 1,35 euros
- Affectation du solde en compte de report à nouveau créditeur pour un montant de 35 526 741,30 euros.

Le paiement des dividendes sera effectué en deux versements, à savoir un premier versement de 22.000.000 euros le 20 juin 2022, et un second versement de 22.000.000 euros le 30 septembre 2022.

L'Associé unique précise que le montant des dividendes distribués au cours des trois exercices précédents, ont été les suivants :

La société a versé 29.000.000 euros de dividendes au titre de l'exercice 2018. Le dividende versé par action s'élève à 0,88 euros.

La société a versé 54.419.524,19 euros de dividendes au titre de l'exercice 2019. Le dividende versé par action s'élève à 1,67 euros.

La société a versé 66.400.728,62 euros de dividendes au titre de l'exercice 2020. Le dividende versé par action s'élève à 2,03 euros.

En application des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, l'Associé unique prend acte du montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant pour l'exercice clos à 637 999,00 euros, ainsi que d'un impôt sur les sociétés (théorique, avant prise en compte de l'intégration fiscale) équivalent à 31 910 514,68 euros.

[...]

Pour extrait certifié conforme

CHRONOPOST

Président

Représentée par Marcin PIECHOWSKI





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

CHRONOPOST

Société par Actions Simplifiée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

CHRONOPOST
Société par Actions Simplifiée
3 Boulevard Romain Rolland - 75014 Paris
Ce rapport contient 26 pages
Référence : EA-222-169

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

CHRONOPOST **Société par Actions Simplifiée**

Siège social : 3 Boulevard Romain Rolland - 75014 Paris
Capital social : €32.632.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associé unique de la société Chronopost,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CHRONOPOST S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

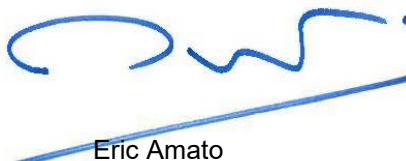
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 1er juin 2022

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Eric Amato
Associé

BILAN ACTIF

Rubriques	En K€	Montant Brut	Amortissements	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires		104 670	82 723	21 946	14 602
Fonds commercial		261		261	261
Autres		34 311		34 311	34 311
Immobilisations incorporelles en cours		9 309		9 309	13 814
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		10 819		10 819	10 132
Constructions		39 726	30 328	9 398	11 444
Installations techniques, matériel, outillage		206 816	113 210	93 606	72 445
Autres		178 323	112 432	65 891	51 291
Immobilisations corporelles en cours		35 883		35 883	23 090
Avances et acomptes		2 577		2 577	110
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations		71 583		71 583	71 344
Créances rattachées à des participations		500		500	24
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts		535		535	755
Autres immobilisations financières		9 999		9 999	8 108
ACTIF IMMOBILISE		705 311	338 694	366 618	311 733
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes		937		937	541
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés		284 386	17 050	267 336	266 260
Autres		69 846	2 718	67 128	200 028
Capital souscrit et appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
Actions propres					
Autres titres					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		1 349		1 349	1 086
Charges constatées d'avance		13 495		13 495	7 801
ACTIF CIRCULANT		370 013	19 768	350 245	475 716
Primes d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif		75		120	120
TOTAL GENERAL		1 075 399	358 462	716 937	787 569

BILAN PASSIF

Rubriques	En K€	31/12/2021	31/12/2020
Capital		32 632	32 632
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserve légale		3 263	3 263
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		24 784	24 784
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		79 527	66 401
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		37 514	35 531
CAPITAUX PROPRES		177 720	162 611
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		11 639	104 307
Provisions pour charges		430	683
PROVISIONS		12 069	104 989
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		53	152
Emprunts et dettes financières divers		102 973	104 996
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		220 991	222 261
Dettes fiscales et sociales		125 367	128 712
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8 116	7 650
Autres dettes		53 234	40 448
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		16 415	15 749
DETTES		527 148	519 969
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL		716 937	787 569

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	En K€	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services		1 385 399	312 925	1 698 324	1 500 917
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		1 385 399	312 925	1 698 324	1 500 917
Production stockée					
Production immobilisée				5 353	5 305
Produits nets partiels sur opérations à long terme					
Subventions d'exploitation				323	95
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges				13 025	8 341
Autres produits				2 505	1 522
PRODUITS D'EXPLOITATION				1 719 530	1 516 180
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				4 764	5 020
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				1 256 466	1 093 292
Impôts, taxes et versements assimilés				13 298	21 856
Salaires et traitements				174 507	158 089
Charges sociales				80 471	71 141
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				37 493	30 934
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				2 320	4 725
Dotations aux provisions				7 808	8 483
Autres charges				12 704	8 710
CHARGES D'EXPLOITATION				1 589 831	1 402 249
RESULTAT D'EXPLOITATION				129 699	113 931
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations				1867	935
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				30	3
Autres intérêts et produits assimilés				36	20
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				120	54
Différences positives de change				5	39
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
PRODUITS FINANCIERS				2 057	1 051
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				75	120
Intérêts et charges assimilées				3 440	3 482
Différences négatives de change				158	20
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				3 672	3 621
RESULTAT FINANCIER				-1 615	-2 570
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				128 083	111 360

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques	En K€	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		168	515
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		95 971	1 458
PRODUITS EXCEPTIONNELS		96 140	1 973
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		92 359	68
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		211	391
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		5 678	5 407
CHARGES EXCEPTIONNELLES		98 248	5 867
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-2 107	-3 893
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		14 675	11 058
Impôts sur les bénéfices		31 774	30 009
TOTAL DES PRODUITS		1 817 727	1 519 204
TOTAL DES CHARGES		1 738 200	1 452 804
BENEFICE OU PERTE		79 527	66 401



CHRONOPOST SAS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ETABLIS AU 31/12/2021

SOMMAIRE

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	3
II – REGLES ET METHODES COMPTABLES	3
2.1 Immobilisations incorporelles :	3
2.2 Immobilisations corporelles :	3
2.3 Les autres immobilisations corporelles :	5
2.4 Titres de Participation :	5
2.5 Clients et comptes rattachés :	5
2.6 Dettes et créances en devises :	5
2.7 Valeurs mobilières de placements :	6
2.8 Provisions pour risques et charges :	6
2.9 Produits d'exploitation :	6
2.10 Produits financiers :	6
2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :	6
III–INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	7
3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :	7
3.2 Immobilisations financières :	10
3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :	12
3.4 Capitaux propres :	12
3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :	13
3.6 Centralisation de trésorerie :	13
3.7 Comptes de régularisation :	13
3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :	14
3.9 Etat des provisions :	14
3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :	15
3.11 Autres produits et charges :	15
3.12 Résultat financier :	16
3.13 Résultat exceptionnel :	16
IV - AUTRES INFORMATIONS.....	16
4.1 Engagements hors bilan :	16
4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :	17
4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :	17
4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :	17
4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :	17
4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :	18
4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :	18
4.8 Consolidation Groupe :	18
4.9 Intégration fiscale :	18
4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :	18
4.11 Evénements post-clôture :	18

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'épidémie de Covid-19 s'est poursuivie en 2021 et a continué à impacter favorablement l'activité de Chronopost. Comme en 2020, la société s'est pleinement mobilisée pour maintenir son activité, et a poursuivi ses livraisons 6 jours sur 7 sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans les DOM.

Le chiffre d'affaires de Chronopost a ainsi progressé de + 13% entre 2020 et 2021, pour atteindre 1 698 M€ au 31 décembre 2021, contre 1 501 M€ au 31 décembre 2020.

Chronopost a bénéficié de l'essor du e-commerce et des modifications des modes de consommation des français liés à la crise sanitaire, avec une croissance soutenue des flux B2C (domicile et hors domicile) au cours de l'exercice, particulièrement au premier semestre. Le Brexit a eu par ailleurs un impact négatif sur les importations en provenance du Royaume Uni.

En juin 2021, Chronopost a acquis 24% supplémentaires des titres de Chronopost Mauritius Ltd détenus par DPD Laser et détient désormais 75% de sa filiale.

En septembre 2021, Chronopost a été notifié du rejet de son pourvoi en Cassation de la décision de la Cour d'Appel de Paris de juillet 2018 relatif à la décision n°15-D-19 rendue le 15 décembre 2015 par l'Autorité de la Concurrence. La provision de 92.3 M€ a par conséquent été reprise ainsi que la créance fiscale afférente.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologues par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

2.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les frais d'acquisition de ces immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce acquis ne font pas l'objet d'amortissement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation le cas échéant.

2.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 et conformément au règlement CRC n° 2002-10, une gestion par composant des immobilisations a été mise en place. Les postes concernés sont les « Constructions » et les « Systèmes de mécanisation ». Chaque composant fait l'objet d'une durée d'amortissement distincte correspondant à sa durée d'utilité. La méthode retenue correspond à la méthode rétrospective des coûts amortis.

L'approche par composant peut se résumer ainsi :

1) Les constructions :

La gestion par composant relative aux postes Constructions est la suivante :

Composants	Durée d'utilité
Gros œuvre	20 ans
Toiture	20 ans
Menuiserie et Travaux extérieurs	20 ans
Gros équipements	15 ans
Petits équipements et agencements	5 ans

Le calcul de l'amortissement des composants « Gros Œuvre » et « Toiture » est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2) Les systèmes de mécanisation / automatisation :

La gestion par composant des systèmes de mécanisation s'établit comme suit :

Composants	Durée d'utilité
Mécanique	15 à 20 ans
Electrotechnique	8 à 10 ans
Logiciel	8 ans
Poste Alimentation/Instrument de mesure	8 ans

Le calcul de l'amortissement du composant Mécanique est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

Il est à noter qu'au 01.01.2019, une révision du plan d'amortissement des actifs de mécanisation et d'automatisation a été effectuée par l'entreprise.

Cette révision est basée sur le retour d'expérience lié à l'exploitation de ces actifs sur les sites majeurs de l'entreprise.

Compte tenu du niveau technologique et de la matérialité financière de ces actifs, il a été décidé légitimement et pertinent d'étendre les conclusions établies par les experts techniques sur l'ensemble des systèmes de mécanisation et d'automatisation de l'entreprise et par conséquent, d'ajuster les durées d'utilisation des composants sous-jacents.

Cet ajustement a pour conséquence d'allonger les durées de vie moyenne :

- Mécanisations : allongement de 7 ans à 13 ans,
- Automatisation : allongement de 12 ans à 16 ans.

Cette révision de plan d'amortissement constitue un changement d'estimation comptable. Conformément à l'article 122-5 du PCG, la comptabilisation des impacts de ce changement s'effectue de manière prospective en impactant le résultat de l'exercice en cours et celui des exercices futurs.

2.3 Les autres immobilisations corporelles :

Le tableau suivant récapitule les durées d'utilité appliquées à chaque nature d'immobilisation :

Postes	Durée d'utilité	Mode Amortissement
Logiciels	1 à 5 ans	Linéaire
Matériels et Outillages	3 à 15 ans	Linéaire/Dégressif
Agencements et installations	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Véhicule d'exploitation	8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Autres véhicules	3 ans	Linéaire
Matériel de bureau	5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 4 ans	Linéaire /Dégressif
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La société comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire.

2.4 Titres de Participation :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité tient compte principalement de la situation nette corrigée de la société, et le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité bénéficiaire immédiate ou à court terme.

2.5 Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

- Les provisions pour dépréciation des créances clients et des avoirs à émettre sont calculés : soit au cas par cas, en fonction de l'appréciation du risque de non recouvrement.
- Soit en fonction du risque de non-recouvrement compte tenu du rating clients et de l'âge de ces créances.

2.6 Dettes et créances en devises :

Les dettes et les créances libellées en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits au bilan dans le poste intitulé « différence de conversion-actif » ou « différence de conversion-passif ».

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque, sauf si elles sont compensées par une couverture de change, ou par des profits dans le cadre d'une position globale de change.

2.7 Valeurs mobilières de placements :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.8 Provisions pour risques et charges :

Une provision est comptabilisée dès qu'une obligation existe à l'encontre de la société, et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

2.9 Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires est enregistré lors de la réalisation de la prestation. Les produits prépayés vendus et restant à utiliser sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

2.10 Produits financiers :

Les dividendes des filiales et participations sont comptabilisés en produits financiers à la date de la décision de la distribution par les assemblées générales des sociétés concernées.

Les produits financiers comprennent également les intérêts sur comptes courants.

2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :

Ces engagements comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière qui sont mentionnés en engagements hors bilan. Ces engagements sont évalués selon la méthode dite « rétrospective des unités de crédit projetées », qui est une méthode d'évaluation statistique basée sur un jeu d'hypothèses actuarielles visant à appréhender la valeur de l'engagement comme la valeur actuelle (actualisée) des montants futurs que la société s'attend statistiquement à verser.

Ces engagements sont calculés charges sociales comprises et représentent la valeur actuelle probable des droits acquis évalués, en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et des probabilités de survie.

Changement de méthode comptable au 1er janvier 2021 :

Suite à la décision IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021 sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée et conformément à la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises mise à jour en novembre 2021 qui introduit un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies, La Poste a opté pour la méthode telle que posée par la décision IFRS IC.

Ainsi, l'étalement de la charge est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

L'ajustement de l'engagement hors bilan pour indemnités de départ en retraite en découlant constitue un changement de méthode comptable qui entraîne un impact (gain) d'un montant de 2 874 820 €.

III-INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Toutes les données chiffrées ci-après sont exprimées en K€ sauf mention particulière.

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les principaux mouvements en valeur brute s'analysent comme suit :

Poste (K€)	Valeur brute au 31-12-2020	Acquisitions 2021-12 (1)	Virement poste à poste (1)	Cessions 2021-12 (2)	Valeur brute au 31-12-2021
Concessions et droits similaires - logiciels	85 572	(a) 6 273	(a) 9 509	37	101 316
Licences	2 804	476	73		3 354
Droit au bail	261				261
Fonds de commerce	34 311				34 311
Immobilisations en cours incorporelles	13 814	4 641	-9 145		(g) 9 309
Immobilisations incorporelles	136 762	11 390	437	37	148 551
Terrains	10 132	(b) 686			10 819
Constructions	46 144			6 419	39 726
Matériels et outillages	43 204	(c) 5 676	(c) 522		49 402
Mécanisations	131 406	(d) 18 065	(d) 7 942		157 414
Installations et agencements	90 016	(e) 19 481	(e) 3 712	341	112 868
Matériels de transport	13 804	3 097	57		16 957
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	46 380	(f) 2 838	(f) 930	1 652	48 496
Immobilisations en cours corporelles	23 090	27 931	-15 136		(g) 35 884
Avance- acompte versé sur immo corp.	110	930	1 537		(h) 2 577
Immobilisations corporelles	404 288	78 703	-437	8 412	474 143
TOTAL	541 050	90 094	0	8 449	622 694

1) Les acquisitions :

(a) Des développements informatiques ont été mis en service au 31 décembre 2021 pour une valeur totale de 16 331 K€. Ces développements concernent essentiellement les projets informatiques relatifs au transport, aux solutions clients, aux projets stratégiques et méthodes, aux projets business Intelligence.

(b) Acquisition d'un terrain en Guyane pour un montant de 686 K€.

(c) Les matériels de production s'élèvent à 6 198 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ L'équipement des sites en petits matériels de production tels que des convoyeurs, télescopiques, pèses essieux etc... pour un total de 1 145 K€.

- ✎ L'équipement des sites pour l'activité de distribution de produits sous température dirigée pour un total de 2 113 K€ (surgélateurs, roll et caisses isothermes), installés sur agences et Hub,

- ✎ L'équipement de balances et matériels de production (2 940 K€).

(d) Les machines de tri (mécanisations) s'élèvent à 26 007 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ Les Hubs (15 446 K€)

- ✎ Les agences (6 420 K€)

(e) Les installations et aménagements s'élèvent à 23 193 K€ et concernent essentiellement :

- ✎ Les travaux de cloisons, toiture, autres aménagements pour 12 595 K€,

- ✎ Des travaux électriques pour 7 341 K€,

- ✎ Des travaux de chambres froides pour 2 034 K€,

- ✎ La sécurisation de nos sites pour 1 224 K€.

(f) Ce poste d'élève à 3 768 K€ et concerne essentiellement :

- ✎ Matériels informatiques pour un total de 2 304 K€,

- ✎ Matériels informatiques pour les livraisons (PSM) pour 1 316 K€.

(g) Le poste « Immobilisations en cours » représente un total de 47 769 K€ et se compose :

- D'immobilisations incorporelles pour une valeur de 9 309 K€ comprenant de nombreux projets informatiques en cours et tous les projets liés à l'amélioration de notre activité dans le suivi des colis.

- D'immobilisations corporelles s'élevant à 45 193 K€ composées essentiellement :

- ✎ Mécanisation des agences pour 7 586 K€,

- ✎ Mécanisation des Hub pour 5 978 K€,

- ✎ Matériel informatique pour 4 646 K€,

- ✎ Equipements industriels pour l'activité « santé » pour 1 958 K€,

- ✎ Installations électriques pour l'activité « santé » pour 1 655 K€,

- ✎ Caisses mobiles pour 968 K€,

- ✎ Et divers travaux électriques, d'aménagements, et des équipements industriels pour 22 402 K€.

(h) Le compte 238800 correspond à des acomptes versés sur immobilisation.

Le tableau des amortissements se présente comme suit :

POSTE (K€)	Solde au 31/12/2020	Dotations 2021	Reprises 2021	Solde au 31/12/2021
Concessions et droits similaires - Logiciels	70 971	8 449	37	79 383
Licences	2 802	538		3 341
Immobilisations incorporelles	73 773	8 987	37	82 723
Constructions	34 700	2 047	6 419	30 328
Matériels et outillages	31 490	4 369		35 860
Mécanisations	70 676	6 675		77 351
Agencements, Installations	55 230	8 801	240	63 791
Matériels de transport	5 962	1 686		7 648
Mobilier, mat. de bureau et info.	37 717	4 928	1 652	40 993
Immobilisations corporelles	235 776	28 505	8 311	255 971
TOTAL	309 549	37 493	8 348	338 694

Le tableau des immobilisations en valeur nette se présente ainsi :

Valeur Nette (K€)	31/12/2020	31/12/2021
Concessions et droits similaires Logiciels	14 601	21 934
Licences	2	13
Droit au bail	261	261
Fonds de commerce	34 311	34 311
Immobilisations en cours	13 814	9 309
Immobilisations incorporelles	62 988	65 828
Terrains	10 132	10 819
Constructions	11 444	9 398
Matériels et outillages	11 715	13 543
Mécanisations	60 730	80 062
Installations et agencements	34 786	49 078
Matériels de transport	7 841	9 309
Mobilier, mat. de bureau et informatique	8 663	7 504
Immobilisations en cours	23 200	38 460
Immobilisations corporelles	168 513	218 173
TOTAL	231 501	284 001

3.2 Immobilisations financières :

POSTE (K€)	Valeur brute au 31/12/2020	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2021
Titres de participation	71 344	339	100	71 583
Créances rattachées à des participations	24	500	24	500
Prêts	755	60	280	535
Autres immobilisations financières	8 108	2 143	253	9 999
TOTAL	80 233	3 042	657	82 616

POSTE (K€)	Solde 31/12/2020	Dotation	Reprise	Solde 31/12/2021
Provision sur titres de participations	0			0
Provision sur créances rattachées	0			0
Provision sur autres immo. financières	0			0
TOTAL	0	0	0	0

La variation des titres de participation et des créances rattachées s'explique notamment comme suit :

- Chronopost a acquis 24% supplémentaires des titres de Chronopost Mauritius Ltd détenus par DPD Laser et détient désormais 75% de sa filiale,
- Chronopost a fait une avance en compte courant à Pour de Bon (500 K€),
- Chronopost a cédé 100 024 actions de la société Pour de Bon.

La liste des filiales et participations se présente ainsi :

Tableau des filiales et participations (1ère partie) (K€)	Quote part du capital détenu	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Résultat du dernier exercice clos	CA HT du dernier exercice
SCI Intelimmo	100%	16	3 040	768	1 218
Delifresh	100%	100	3 114	-2 449	8 166
Chronofresh	100%	4 701	-642	6 181	90 484
360° Services	100%	100	10	556	7 238
Chronopost Nouvelle Calédonie (**)	60%	8	1	249	2 847
Alturing	50%	37	4	177	23 161
Chronopost Mauritius Ltd (**)	75%	62	74	184	1 186
Pour De Bon	45%	5 348	-4 508	-940	3 359
DPD Fresh Belux	25%	4 000	-517	-1 755	650

* Données financières provisoires

** Comptes tenus en devise locale. Convertis selon le cours de clôture :

Roupie Mauricienne pour Chronopost Mauritius;

Franc Pacifique pour Chronopost Nouvelle Calédonie.

Tableau des filiales et participations (2ème partie) (K€)	Valeur comptable des titres au 31/12/2021		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
	Brute	Nette		
Filiales				
SCI Intelimmo	15	15		744
Delifresh	10 577	10 577		
Chronofresh	50 491	50 491		
360° Services	6 031	6 031		997
Chronopost Nouvelle Calédonie	352	352		34
Alturing	250	250		92
Chronopost Mauritius Ltd	404	404	535	
Pour De Bon	2 401	2 401	500	
DPD Fresh Belux	1 000	1 000		
TOTAL	71 521	71 521	1 035	1 866

3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :

Échéances des créances à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans
Autres immobilisations financières	9 999		9 999
Créances rattachées à des participations	500	500	
Prêts	535	151	384
Créances d'exploitation	348 796	348 796	
TOTAL	359 830	349 447	10 383

3.4 Capitaux propres :

Eléments (K€)	31/12/2020	Résultat 2021	Affectation du résultat 2020	31/12/2021
Capital	32 632			32 632
Réserves légales	3 263			3 263
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	24 784			24 784
Prime d'émission	0			0
Résultat net	66 401	79 527	-66 401	79 527
Provisions réglementées	35 531	1 983		37 514
Distribution Dividendes			66 401	
TOTAL	162 612	81 510	0	177 720

Nombre d'actions	32 632			32 632
------------------	--------	--	--	--------

Valeur nominale	1			1
-----------------	---	--	--	---

Conformément à la décision de l'Associé unique du 30 juin 2021, la société a distribué 66 401 K€ de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice.

3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Échéances des dettes à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	53	53	-	-
Emprunts et dettes financières	102 973	5 376	90 916	6 681
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	220 991	220 991	-	-
Dettes fiscales et sociales	125 367	125 367	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 116	8 116	-	-
Autres dettes	53 234	53 234	-	-
Produits constatés d'avance	16 415	16 415	-	-
TOTAL	527 148	429 551	90 916	6 681

Les dettes à plus d'un an sont constituées des emprunts souscrits auprès de GeoPost pour un montant de 95 001 K€ et de dépôts de garantie reçus pour 2 596 K€.

3.6 Centralisation de trésorerie :

La centralisation de trésorerie mise en place par GeoPost depuis mars 2003 avec la HSBC et la Société Générale est toujours en vigueur au 31 décembre 2021.

Le solde des opérations journalières est mis à zéro quotidiennement et est transféré sur un compte bancaire de GeoPost.

Les soldes comptables débiteurs ou créditeurs représentent donc à la date de clôture comptable les écritures en rapprochement bancaire, reprenant les opérations engagées et comptabilisées par la société, non encore débitées ou créditées par l'organisme financier.

3.7 Comptes de régularisation :

La société a comptabilisé des charges constatées d'avance pour un montant de 13 495 K€ et des produits constatés d'avance liés à l'exploitation pour 16 415 K€.

Le poste « Charges constatées d'avance » concerne principalement les loyers et charges immobiliers facturés d'avance par les fournisseurs.

Le poste « Produits constatés d'avance » est composé principalement du montant des PAE (Prêt à Expédier) dont la prestation de transport associée n'a pas encore été réalisée.

3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :

Charges à payer et Produits à recevoir (K€)	31/12/2021	31/12/2020
Clients et comptes rattachés	27 434	28 610
Autres créances	147	412
Intérêts courus sur établissements financiers	13	3
Total des Produits à recevoir	27 594	29 025
Intérêts courus sur emprunts	2 744	2 766
Dettes sur fournisseurs et comptes rattachés	179 565	182 773
Dettes sur immobilisations	4 320	2 848
Dettes fiscales et sociales	71 746	68 084
Autres dettes	45 732	32 644
Intérêts courus sur découverts	37	33
Total des Charges à payer	304 144	289 148

3.9 Etat des provisions :

(En K€)	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021	Reprises pour utilisation	Reprises pour Non utilisation
Risques liés au personnel	3 175	1 059	1 547	2 687	980	567
Risques d'exploitation	6 573	5 796	5 596	6 773	(a) 4 157	1 439
Risques pour litiges	94 438	823	93 157	2 104	(b) 92 292	866
Risques filiales	0			0	(c)	
Risques change	120	75	120	75	57	63
Provision pour charge	683	130	383	430	(d) 47	336
Provisions risques et charges	104 989	7 883	100 804	12 070	97 533	3 270
Participation + créances rattachées	0			0	(e)	
Clients	18 225	671	1 846	17 050	(f)	
Autres débiteurs	1 384	1 648	314	2 718		
Provisions pour dépréciation	19 609	2 320	2 159	19 768		
Total général	124 598	10 202	102 964	31 839		
Dont dotations d'exploitation		10 127	102 844			
Dont dotation financières		75	120			
Dont dotations exceptionnelles						

(a) La provision pour risque d'exploitation concerne essentiellement les provisions pour sinistres de l'activité de transport de colis suite aux réclamations des clients dans le délai imparti d'un an. Cette provision est calculée à partir des données récupérées dans la base « Colis », à savoir le nombre d'objets volés saisis dans la base « Transport », valorisées

en fonction des montants remboursés par type de colis transportés. Le montant de cette provision est affiné depuis 2006 pour tenir compte du taux de réclamation des clients.

- (b) Cette provision permet de couvrir les risques liés aux contentieux judiciaires.
- (c) Cette provision permet de couvrir le risque encouru sur les filiales à hauteur de la situation nette négative et/ou de tenir compte d'un risque financier.
- (d) Cette provision permet de couvrir les charges découlant de nos obligations contractuelles (obligation de remise en état, clause de dédit, etc...).
- (e) Les dotations et reprises effectuées au titre des participations et créances rattachées sont constatées pour couvrir les risques encourus sur les filiales.
- (f) Les dotations et reprises constatées sur les créances clients proviennent essentiellement du passage des créances ordinaires et des créances douteuses en pertes sur créances irrécouvrables et des efforts de recouvrements sur l'exercice.

Provisions réglementées :

L'entreprise comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre les annuités dégressives et les annuités linéaires des biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1994.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ce poste concerne également l'amortissement dérogatoire constitué suite au maintien de la durée d'usage sur les composants « Gros Œuvre », « Toiture » et « Mécanique ».

Montant au 31/12/2020	Dotations 2021	Reprises 2021	Montant au 31/12/2021
35 531	5 678	3 695	37 514

3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :

(En K€)	2021	2020
Chiffre d'affaires France	1 385 399	1 216 136
Chiffre d'affaires Export	312 925	284 781
Total	1 698 324	1 500 917

3.11 Autres produits et charges :

Le montant des « Autres charges » de 12 704 K€ se compose essentiellement de redevances de licences versées, d'indemnités clients SAV et de passage en pertes des créances irrécouvrables, créances par ailleurs provisionnées.

Les « Autres produits », d'un montant de 2 505 K€, correspondent principalement aux indemnités pour retard de paiement facturés à nos clients.

3.12 Résultat financier :

La perte financière 2021 s'élève à (1,6 M€) contre une perte de (2,6 M€) en 2020. Ce résultat s'explique principalement par les intérêts générés relatifs aux emprunts contractés auprès de la holding GeoPost.

3.13 Résultat exceptionnel :

La variation à la hausse du résultat exceptionnel (passant d'un montant de (3,9 M€) en 2020 à un montant de (2,1 M€) en 2021) s'explique notamment par la hausse des reprises aux amortissements dérogatoires.

IV - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors bilan :

a) Engagements donnés :

▪ Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière s'élèvent à 11 190 K€ au 31 décembre 2021 (contre 14 473 K€ au 31 décembre 2020). Ces engagements ont été calculés sur la base des hypothèses suivantes :

- Date des données = décembre 2021
- Taux d'inflation = 1,90 %
- Taux d'actualisation = 1 %
- Date de l'actualisation = décembre 2021
- Progression future des salaires = 1,90 %
- Age de départ à la retraite = 63 ans pour tous
- Conditions de départ = départ volontaire
- Charges sociales moyennes = 44,21%
- Méthode actuarielle = Méthode des unités de crédit avec salaire projeté et services proratés (PUC)

▪ Garantie donnée:

Chronopost s'est porté caution pour l'activité Douanes de Chronopost Nouvelle Calédonie pour un montant de 259 K€ auprès de la BNP.

▪ Autres engagements de locations longues durées :

La société a conclu des contrats de location longue durée et le montant des loyers comptabilisés est le suivant :

- Location véhicule : 10 942 K€,
- Baux immobiliers : 37 481 K€,
- Micro-informatique et licence : 1 854 K€,
- Location matériel technique : 5 896 K€.

L'échéancier des loyers restant à payer se présente de la manière suivante :

(En K€)	Montant des loyers restant à payer	- 1 an	+1 an et - 5 ans	+ 5 ans
Location véhicule	18 651	8 622	10 029	0
Location immobilière	267 652	32 674	140 810	94 168
Location matériel informatique et licence	3 337	1 310	2 027	0
Location matériels techniques	5 824	3 975	1 849	0
TOTAL	295 464	46 581	154 715	94 168

b) Engagements reçus

- Avals et cautions reçus d'établissements bancaires pour 7 196 K€,
- Engagement relatif aux contrats de sous-location de baux immobiliers pour 13 523K€,
- Caution de retenue de garantie sur travaux pour 217 K€.

4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :

	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	1 051	944
Agents de Maîtrise	660	592
Employés/Ouvriers	2 561	2 341
TOTAL	4 272	3 877

Equivalent en temps complet

4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :

Les transactions réalisées entre les sociétés du périmètre de consolidation sont effectuées à des conditions de marché.

4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :

L'impôt sur les sociétés s'élève à 31 911 K€ au titre de l'exercice 2021 (hors crédits d'impôts et régularisations) et se ventile de la façon suivante :

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	IS correspondant
Résultat d'exploitation	37 186
Résultat financier	-463
Résultat exceptionnel	-604
Participation	-4 207
Bénéfice	31 911

4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :

La société a comptabilisé une provision pour participation de 14 675 K€ au titre de l'exercice 2021.

4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts :

L'allègement de la dette future d'impôt s'établit à 4 295 K€ taxables au taux de droit commun.

Le montant de l'accroissement futur d'impôt correspond aux amortissements dérogatoires, soit 9 378 K€, et est taxable au taux normal.

4.8 Consolidation Groupe :

Les comptes de la société Chronopost sont consolidés par intégration globale par la société GeoPost SA.

4.9 Intégration fiscale :

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 de Chronopost est intégré dans le résultat d'ensemble du Groupe La Poste, conformément à la convention d'intégration fiscale. Le bénéfice fiscal de l'exercice s'élève à 112,4 M€ et s'ajoute au résultat fiscal du groupe.

4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :

Le montant des honoraires comptabilisés au titre des prestations réalisées par le commissaire aux comptes s'élève à 156 K€.

4.11 Evénements post-clôture :

Il est à noter qu'aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de Chronopost ne s'est produit postérieurement à la clôture.